

PRÉFECTURE DE LA SEINE-MARITIME

DIRECTION DE L'AMENAGEMENT DU TERRITOIRE,
DE L'ENVIRONNEMENT ET DES FINANCES
SERVICE DE L'ENVIRONNEMENT ET DU CADRE DE VIE

ROUEN, le

6 OCT. 2000

Affaire suivie par Mme GIEL.

FG - ☎. 02 32.76.53.95

Rappeler impérativement les références ci-dessus

n° 5711

- **ARRÊTÉ** -

LE PREFET,
DE LA REGION DE HAUTE-NORMANDIE
PREFET DE LA SEINE-MARITIME
OFFICIER DE LA LEGION D'HONNEUR,

**SNC RENAULT
SANDOUVILLE**

***PRESCRIPTIONS COMPLEMENTAIRES
SURVEILLANCE RUE N°5***

VU :

Le Titre 1^{er} du Livre V du Code Permanent de l'Environnement relatif aux installations classées pour la protection de l'environnement,

Le décret n° 77.1133 du 21 septembre 1977 modifié, pris pour l'application de la loi du 19 juillet 1976 codifiée,

Les différents arrêtés préfectoraux et réceptionnés autorisant et réglementant les activités que la société SNC RENAULT exploite à SANDOUVILLE,

L'arrêté préfectoral du 18 octobre 1999 imposant à la SNC RENAULT une étude diagnostic approfondi et une évaluation détaillée des risques suite à la pollution détectée rue n°5 sur son site de SANDOUVILLE.

Le rapport de l'inspection des Installations Classées en date du 14 juin 2000,

L'avis favorable du conseil départemental d'hygiène en date du 11 juillet 2000,

Les notifications faites à l'exploitant les 28 juin et 17 juillet 2000,

Les observations émises par l'exploitant le 21 juillet 2000,

Le rapport de l'inspection des installations classées en date du 26 septembre 2000,

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

Liberté Égalité Fraternité

CONSIDERANT :

Que la SNC RENAULT exploite régulièrement des activités relevant de la législation sur les installations classées à SANDOUVILLE,

Que suite à une pollution détectée rue n°5, il a été imposé à la SNC RENAULT, par arrêté susvisé du 18 octobre 1999 de réaliser une étude simplifiée des risques pour l'ensemble de son site de SANDOUVILLE,

Qu'il découle, du diagnostic approfondi qui a été réalisé, que la pollution, atteignant une surface maximale de 2000m² et un volume de terres contaminées de l'ordre de 3000 m³, se compose essentiellement d'une source en éthylbenzène et xylènes affectant une partie de la rue n°5, une partie du Sud du bâtiment C et une partie du bâtiment K,

Que par ailleurs la présence de méthane a été décelée sans que l'origine ne puisse être déterminée,

Qu'à l'issue de cette Evaluation Simplifiée des Risques, le site se trouve classé parmi ceux sur lesquels une intervention vis à vis du risque incendie et explosion et une surveillance en ce qui concerne l'inhalation de vapeurs sont nécessaires,

Qu'il convient donc d'imposer à l'exploitant :

➤ la réalisation de mesures complémentaires détaillées afin de définir l'origine de la présence de méthane et la mise en œuvre d'un dispositif de protection préventif dans l'attente des résultats des investigations,

➤ la réalisation d'un programme de suivi annuel de la qualité de l'eau et de l'air,

➤ la production, tous les cinq ans, d'un dossier de synthèse sur la surveillance du site afin d'évaluer les modifications éventuelles à apporter,

Qu'il y a lieu, en conséquence, de faire application des dispositions prévues par l'article 18 du décret 21 septembre 1977 susvisé,

ARRÊTE :

ARTICLE 1^{er} : La SNC RENAULT est tenue de respecter les prescriptions complémentaires annexées au présent arrêté relatives à la surveillance de la pollution détectée sur son site de SANDOUVILLE.

En outre, l'exploitant devra se conformer strictement aux dispositions édictées par le livre II (titre III) - parties législatives et réglementaires - du Code du Travail, et aux textes pris pour son application dans l'intérêt de l'hygiène et de la sécurité des travailleurs. Sur sa demande, tous renseignements utiles lui seront fournis par l'inspection du travail pour l'application de ces règlements.

ARTICLE 2 : Une copie du présent arrêté devra être tenue au siège de l'exploitation, à la disposition des autorités chargées d'en contrôler l'exécution. Par ailleurs, ce même arrêté devra être affiché en permanence de façon visible à l'intérieur de l'établissement.

ARTICLE 3 : L'établissement demeurera d'ailleurs soumis à la surveillance de la police, de l'inspection des installations classées et de l'inspection du travail, des services d'incendie et de secours, ainsi qu'à l'exécution de toutes mesures ultérieures que l'administration jugerait nécessaire d'ordonner dans l'intérêt de la sécurité et de la salubrité publiques.

ARTICLE 4 : En cas de contraventions dûment constatées aux dispositions qui précèdent, le titulaire du présent arrêté pourra faire l'objet des sanctions prévues à l'article L.514.1 du Code Permanent de l'Environnement des condamnations à prononcer par les tribunaux compétents.

ARTICLE 5 : Au cas où la société serait amenée à céder son exploitation, le nouvel exploitant ou son représentant devra en faire la déclaration aux services préfectoraux, dans le mois suivant la prise en charge de l'exploitation.

S'il est mis un terme au fonctionnement de l'activité, l'exploitant est tenu d'en faire la déclaration au moins un mois avant la date de cessation, dans les formes prévues à l'article 34.1 du décret précité du 21 septembre 1977 modifié, et de prendre les mesures qui s'imposent pour remettre le site dans un état tel qu'il ne s'y manifeste aucun des dangers ou inconvénients mentionnés à l'article L.511.1 du Code Permanent de l'Environnement.

ARTICLE 6 : Conformément à l'article L.514.6 du Code Permanent de l'Environnement, la présente décision ne peut être déférée qu'au tribunal administratif de Rouen. Le délai de recours est de deux mois pour l'exploitant. Ce délai commence à courir du jour où la présente décision a été notifiée.

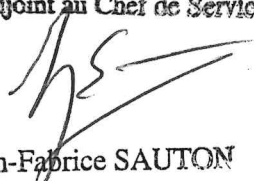
ARTICLE 7 : Les droits des tiers sont et demeurent expressément réservés.

ARTICLE 8 : Le secrétaire général de la préfecture de la Seine-Maritime, le sous-préfet du HAVRE, le maire de SANDOUVILLE, le directeur régional de l'industrie, de la recherche et de l'environnement de Haute-Normandie, les inspecteurs des installations classées, le directeur départemental du travail, de l'emploi et de la formation professionnelle, les inspecteurs du travail, le directeur départemental des services d'incendie et de secours, ainsi que tous agents habilités des services précités et toutes autorités de police et de gendarmerie sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté, dont ampliation sera affichée pendant une durée minimum d'un mois à la porte de la mairie de SANDOUVILLE.

Un avis sera inséré aux frais de la société intéressée dans deux journaux d'annonces légales du département.

ROUEN, le 6 OCT. 2000

Pour Ampliation
L'Adjoint au Chef de Services


Jean-Fabrice SAUTON

LE PREFET,
Pour le Préfet, et par délégation,
le Secrétaire Général,
Roger PARENT

SNC RENAULT SANDOUVILLE

**PRESCRIPTIONS ANNEXEES
A L'ARRETE PREFECTORAL DU**

LE PREFET,
Pour le Préfet par délégation,
Le Secrétaire Général,

6 OCT 2006 **Roger PARENT**

ARTICLE 1 - OBJET

Le présent arrêté fait suite à la remise par la SNC RENAULT SANDOUVILLE d'une Evaluation Simplifiée des Risques et d'une Evaluation Détaillée des Risques concernant la pollution dite de « la rue n°5 » sur le site de Sandouville, et dont la surface mise en cause est donnée sur le plan figurant en annexe 1.

Ce présent arrêté définit pour l'essentiel les mesures particulières à respecter en cas de travaux divers dans la zone polluée, les mesures de surveillance du site et enfin les démarches particulières que l'exploitant aura à respecter s'il souhaite procéder à un traitement de la pollution du site.

ARTICLE 2 - MESURES PARTICULIERES EN CAS DE TRAVAUX DIVERS

Lors de tous travaux impliquant une opération de creusement dans la zone polluée, l'exploitant :

- procède à une mesure permanente de la Limite Inférieure d'Explosivité (LIE) dans la zone en travaux, avec seuils d'alarme à respectivement 20 et 50 % de la LIE prise pour le gaz le plus pénalisant susceptible d'être présent.

La mesure sera effectuée en priorité en point bas, et dans les zones où sont susceptibles de s'accumuler les vapeurs explosives. Des consignes spécifiques sur la conduite à tenir en cas de déclenchement des alarmes seront remises et commentées au personnel intervenant,

- rend obligatoire le port de protections individuelles, à adapter en fonction des conditions de chantier, notamment pour les protections respiratoires,
- interdit de manger, boire ou fumer sur le chantier,
- impose le port de vêtements adéquats (bleus, bottes, gants, ...) soit jetables, soit nettoyés après usage,
- met à disposition des personnels des douches et des vestiaires,
- décrit dans un plan de prévention les mesures spécifiques à prendre pour tous travaux à réaliser dans ce secteur,
- établit un permis de feu pour chaque opération susceptible d'être à l'origine d'une source d'ignition.

ARTICLE 3 - MESURES DE SURVEILLANCE

L'exploitant met en œuvre le programme de surveillance suivant :

| Milieu surveillé | Lieu de prélèvement | Produits analysés | Fréquence de mesure | Méthode de référence |
|------------------|---|--|---------------------|----------------------|
| Eau | Piézomètre n°6 ⁽¹⁾ | Benzène, Toluène, Xylènes, Ethylbenzène (BTEX) | 1 mesure par an | / |
| | | Hydrocarbures Totaux | 1 mesure par an | NF T 90114 |
| | | Composés volatils halogénés | 1 mesure par an | NF T 90125 |
| Air | Bâtiments K et C, en plusieurs points couvrant la zone donnée en annexe 1 | Xylènes et Ethylbenzène | 1 mesure par an | / |

(1) Voir annexe 2, plan de localisation des piézomètres.

Les relevés d'analyse correspondant à cette surveillance sont communiqués à l'Inspection des Installations Classées. Sont précisés les points de prélèvements, les méthodes d'échantillonnage et d'analyse mises en œuvre.

L'Inspection des Installations Classées peut, à tout moment, réaliser des prélèvements de sol et d'effluents liquides ou gazeux. Les frais de prélèvements et d'analyse sont à la charge de l'exploitant.

Avant le **31 décembre 2005**, l'exploitant remet à l'Inspection des Installations Classées un dossier de synthèse sur les mesures de surveillance du site, accompagné de propositions pour la suite du suivi. A défaut d'éléments permettant de motiver une modification du présent programme de surveillance, celui-ci est maintenu.

Si **une** des analyses de Xylènes ou d'Ethylbenzène dans les ambiances de travail des bâtiments K et C dépasse le seuil de détection de la mesure, une analyse de confirmation est effectuée sans délai. Si le dépassement de la valeur seuil est confirmé, l'exploitant procède à une mise à jour de l'Evaluation Détaillée des Risques (Rapport Cho-00-22092/R01 de l'INERIS d'avril 2000) et en particulier :

- procède à une analyse des composés suivants : trichlorométhane, tétrachlorométhane, benzène, trichloroéthène, cumène, cis-dichloroéthène et toluène,
- calcule l'Indice de Risque (IR) et l'Excès de Risque Individuel (ERI) sur la base des hypothèses retenues dans cette étude.

L'exploitant communique sans délai les résultats d'analyse et cette mise à jour à l'Inspection des Installations Classées.

ARTICLE 4 - TRAITEMENT DE LA POLLUTION DU SITE

Si l'exploitant décide de lui-même de procéder aux travaux de dépollution du site, ou si ces travaux lui sont demandés par l'Inspection des Installations Classées au vu des résultats de la surveillance de la pollution et de la mise à jour de l'Evaluation Détaillée des Risques, il propose au préalable :

- une stratégie de réhabilitation adaptée au site en indiquant quelles actions peuvent permettre de limiter le risque, le changement d'affectation étant l'une de ces actions, le cas échéant. Cette stratégie prend en compte les techniques disponibles à un coût supportable, compatibles avec un usage préétabli du site et de son environnement.
- les actions permettant de minimiser les risques d'exposition des hommes, aux différents stades d'intervention sur le site et de réduire les possibilités de contamination de l'environnement, notamment des phases ultérieures de traitement et de réhabilitation du site.

ARTICLE 5 - CAS PARTICULIER DU METHANE

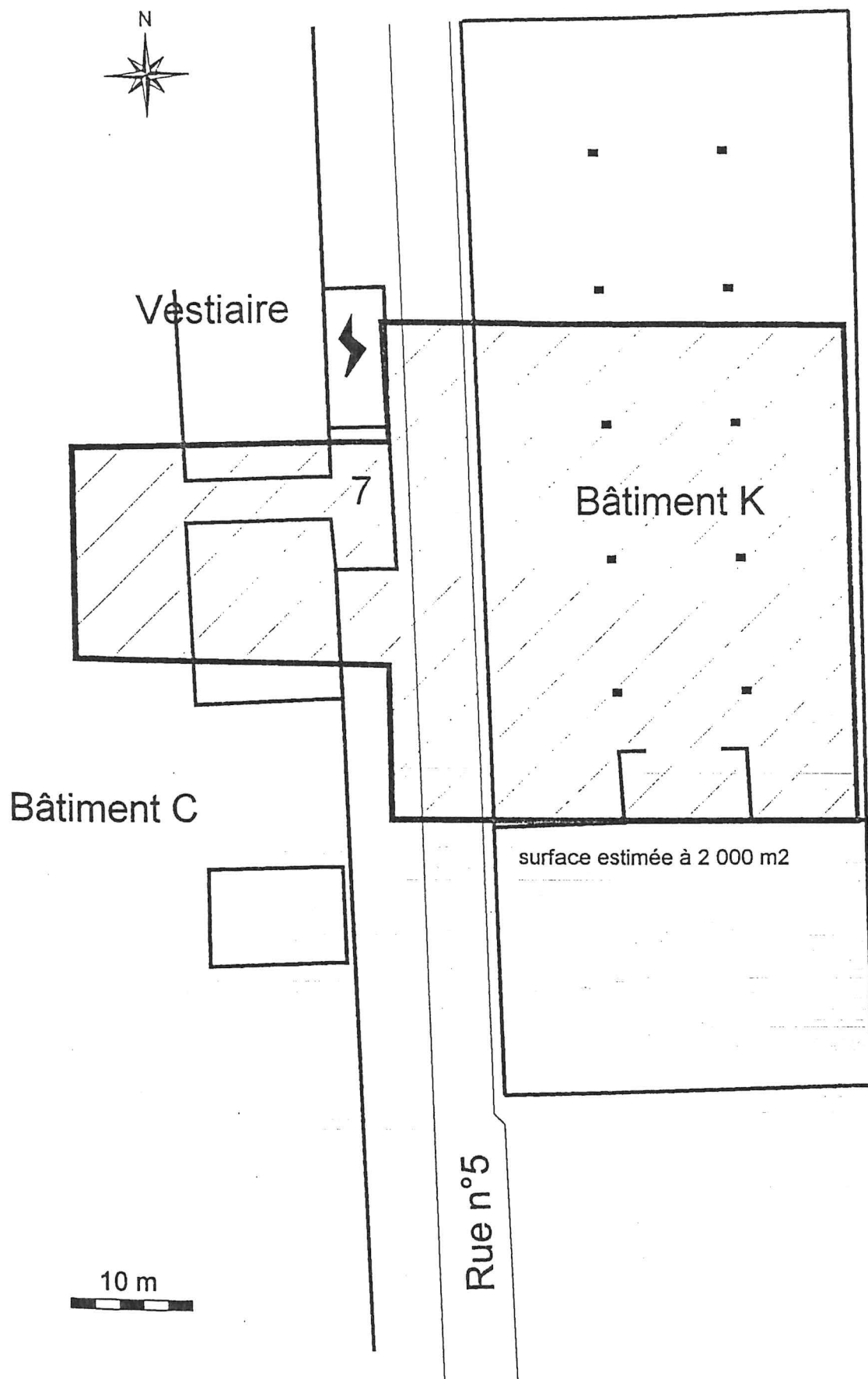
Conformément aux conclusions du rapport DRS-00-22092/R02 émis par l'INERIS en février 2000, la SNC RENAULT SANDOUVILLE remet à l'Inspection des Installations Classées, **avant le 31 janvier 2001** :

- les résultats d'analyses globales (type LIE ou PID) réalisées dans les milieux confinés (regards de visite, piezomètres...) dans un rayon de 50 mètres autour de la zone source,
- les résultats de mesures complémentaires des teneurs en hydrocarbures totaux, méthane, CO₂, O₂ et CO présents dans le sol en phase gazeuse,
- les résultats d'une analyse à large spectre dans le but de déterminer de la manière la plus exhaustive possible les éventuels composés chlorés et soufrés présents dans le sol,
- un rapport de synthèse et d'analyse de l'ensemble de ces résultats, assorti, le cas échéant, des mesures d'urgence mises en œuvre pour garantir la sécurité des biens et des personnes.

ANNEXE 1

*** * ***

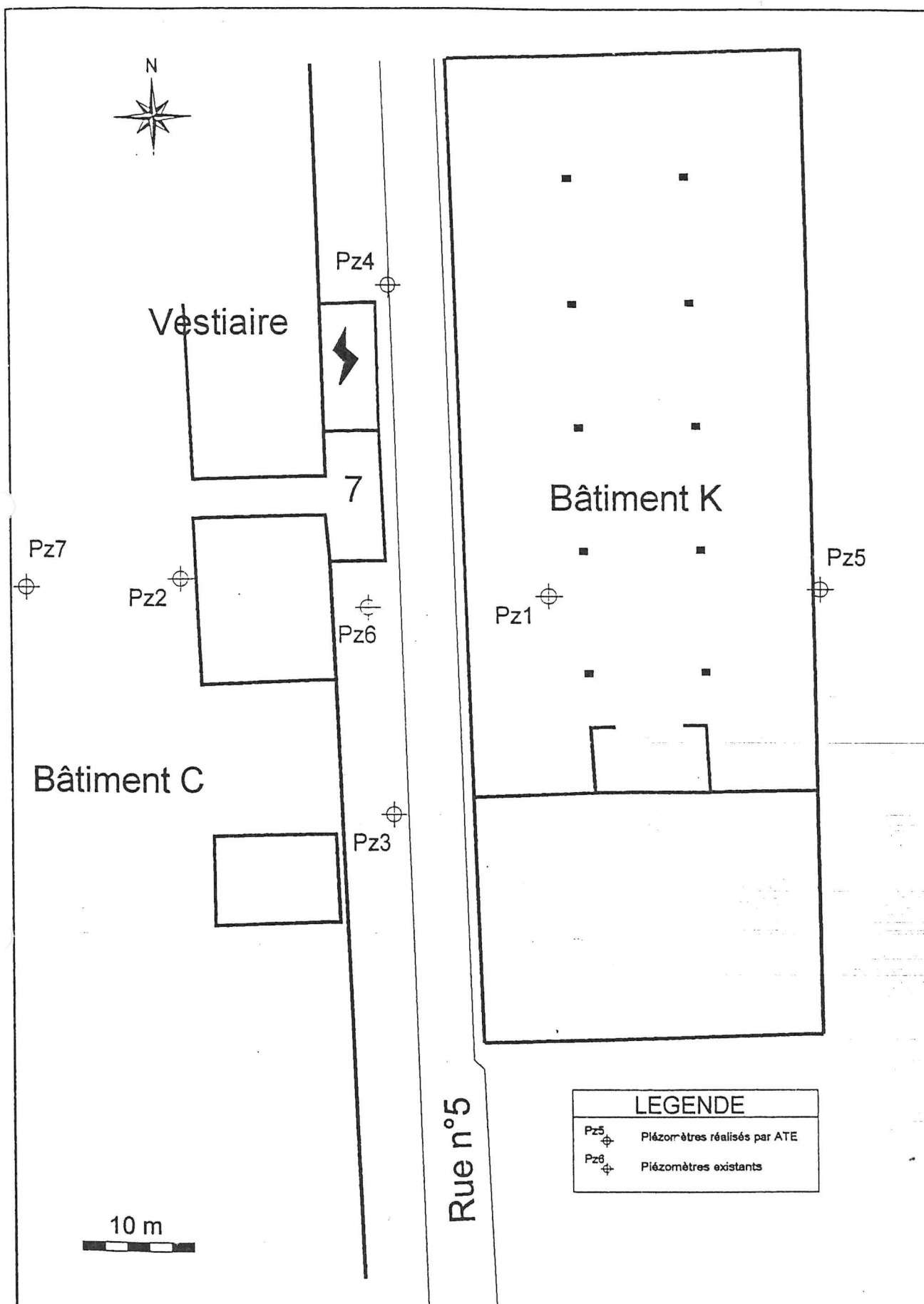
**SURFACE MAXIMALISTE
CONCERNEE PAR LA
CONTAMINATION**



ANNEXE 2

*** * ***

PLAN DE LOCALISATION DES PIEZOMETRES



LEGENDE

- Pz5 Piézomètres réalisés par ATE
- Pz6 Piézomètres existants